
EC et science politique : quels croisements possibles ?

Charlotte Bellon*¹

¹Sciences Po Rennes - Institut d'études politiques de Rennes – Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique – France

Résumé

Traditionnellement, deux entrées du programme de recherche de l'EC sont distinguées : l'entrée sociologique et l'entrée économique. Néanmoins, le développement de l'EC, notamment les analyses de la monnaie souveraine, a souligné qu'une entrée politique était possible – voire nécessaire – pour expliciter l'articulation entre le collectif et l'individuel. Ainsi, si la science économique orthodoxe a abordé cette question sous le prisme d'une rationalité individuelle et calculatoire, la sociologie, sous celui des normes et de la socialisation, la science politique s'est bien évidemment intéressée à cette question, tant du point de vue philosophique qu'institutionnel au travers d'un autre concept : la souveraineté... Dès lors, les théoriciens de la monnaie souveraine, en faisant de la souveraineté la nature de la monnaie, semblent ouvrir la voie à une réflexion sur la nature politique de la convention monétaire. L'objet de cette communication est de revenir sur mes travaux de recherche qui portent sur l'analyse de l'ordre monétaire allemand, fondé sur l'attachement à la stabilité des prix et sur l'indépendance de la banque centrale. J'y pose comme hypothèse que la norme monétaire ne peut être admise que si elle s'articule à un rapport salarial spécifique. Or, les analyses de la monnaie souveraine associent le plus souvent souveraineté, monnaie et Etat. Mais le développement des monnaies locales montre bien *a contrario* qu'une monnaie peut émerger hors ou à côté des monnaies souveraines, même si, nécessairement pour être acceptée, la monnaie suppose une identification à un collectif. A un niveau macro-social, le cas allemand est tout à fait intéressant car il permet une analyse de l'articulation entre convention monétaire et identité politique. Mais ce faisant, j'arrive à la conclusion que cette cristallisation n'est possible et compréhensible non pas *via* le principe de souveraineté, mais *via* la forme qu'a prise le rapport salarial allemand. En ce sens, l'apport de la TR est essentiel : c'est bien la cohérence des régulations salariale, monétaire et politique qui permet à la norme monétaire de s'imposer comme convention. L'approche conventionnaliste reste néanmoins tout aussi nécessaire car elle souligne que l'articulation entre ces trois ordres génère un espace cognitif de sens... qui n'est pas nécessairement politique. Elle peut donc permettre de distinguer le collectif du politique. Dès lors pourquoi ne pas aborder l'étude des formes de régulation capitaliste (TR) *via* l'étude des formes symboliques et plus largement culturelles (c'est-à-dire cognitive, symbolique et collective) de cette régulation (EC) ? Cette perspective semble ouvrir des voies de recherche intéressantes pour continuer le programme de recherche conventionnaliste sur l'articulation individu-collectif au niveau de l'articulation entre plusieurs collectifs (entre autres, l'ordre monétaire, politique et salarial).

*Intervenant

Mots-Clés: économie des conventions, monnaie souveraine, économie allemande, théorie de la régulation